



## PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMDEL

**Arrêté préfectoral accordant à la Société AXTER  
l'autorisation de moderniser et d'accroître la capacité  
de l'outil de travail sur le site de son usine de  
fabrication de produits d'étanchéité de  
COURCHELETTES**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 février 2000 autorisant la Société AXTER dont le siège social est situé 8, Avenue Félix d'Hérelle - 75016 PARIS, à poursuivre l'exploitation rue Joseph Coste à COURCHELETTES (59552), d'une usine de fabrication de chapes bitumeuses destinées à l'étanchéité des toitures et des ouvrages d'art ;

VU la demande présentée par Société AXTER en vue d'obtenir l'autorisation de moderniser et d'accroître la capacité de l'outil de travail sur le site de son usine de COURCHELETTES ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2001 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 14 mai 2001 au 15 juin 2001 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis de Monsieur le Sous-préfet de Douai ;

VU l'avis des conseils municipaux de COURCHELETES, FERIN, LAMBRES-LEZ-DOUAI, CORBEHEM, ;

VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de la région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 20 mai 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

# TITRE I : CONDITIONS GENERALES

1ter

## ARTICLE 1 : OBJET

### 1.1. - Activités autorisées

La Société AXTER, dont le siège social est situé 8, avenue Félix d'Hérelle 75016 PARIS, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Courchelettes, les installations suivantes visées :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement A, D, N.C.
2	Entrepôt de matières combustibles comprenant : . un bâtiment neuf de 6 300 m <sup>2</sup> de surface et d'une hauteur utile sous ferme de 9,5 m, pour le stockage des produits finis : chapes d'étanchéité à base de bitume d'une capacité maximale de 8 000 tonnes . un hall de stockage de 2 500 m <sup>2</sup> et d'une hauteur sous ferme de 7 m de matières premières composées de 50 tonnes d'armature, 20 tonnes d'emballage plastique et 100 tonnes d'élastomère, soit une capacité totale de	8 170 tonnes	1510-1	A
3	Dépôt de bitume réchauffé composé de : . 4 cuves verticales de 120 m <sup>3</sup> unitaires . 3 cuves verticales de 80 m <sup>3</sup> unitaires . 1 cuve verticale de 60 m <sup>3</sup> . 5 cuves verticales de 40 m <sup>3</sup> unitaires représentant un volume total de 980 m <sup>3</sup> soit environ	980 tonnes	1520-1	A
4	Emploi de bitume comprenant 4 lignes de fabrication et une station de mélange. La quantité totale susceptible d'être présente étant de : . 3 bacs de 1 tonne par ligne soit 12 t . 3 malaxeurs de 15 m <sup>3</sup> . 8 malaxeurs de 8 m <sup>3</sup> . 10 mélangeurs de 4 m <sup>3</sup> . 8 mélangeurs de 1 m <sup>3</sup> soit une capacité totale de	170 tonnes	1521-1	A
5	Emploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques 1) par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, mélange, segmentation à chaud) a) la quantité de matières susceptible d'être traitée étant de	23 tonnes/jour	2661-1-a	A
1	Dépôt aérien de liquides inflammables comprenant : . une cuve aérienne de FOD (pour le fonctionnement du moteur thermique de l'installation d'extinction automatique) de 0,8 m <sup>3</sup> . un dépôt de vernis ANTAC conditionné en bidons de 5 et 30 litres d'une capacité maximale de 70 m <sup>3</sup> (soit 2 400 bidons) la capacité totale équivalente étant de : 0,8 x 1/5 + 70 =	70,16 m <sup>3</sup>	1432	D

	Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques 2) a) Elastomères type caoutchouc synthétique, le volume étant de	133 m <sup>3</sup>	2662-b	D
7	Installations de combustion comprenant : . 3 générateurs alimentés au gaz naturel pour le maintien en température du fluide caloporteur de réchauffage du bitume dans les cuves de stockage et les bacs d'imprégnation d'une puissance de 2 x 1 745 kW 1 x 1 396 kW . des générateurs d'air chaud dans le hall Matières Premières (80 kW), dans la partie de préparation des commandes (80 kW) et dans la partie casiers de stockage de produits finis (290 kW) . un moteur FOD pour le fonctionnement du groupe électrogène utilisé pour l'installation d'extinction automatique d'une puissance de 225 kW soit une puissance totale de	5,561 MW	2910	D
8	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1) Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25° C) est supérieure à 1 000 l	30 000 litres	2915-1-a	A
9	Installations de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa comprenant : . 1 compresseur de 55 kW pour l'installation de mélange et des pulvérulents . 1 compresseur de 35 kW pour les lignes de production . 1 compresseur de 30 kW pour l'ensemble des éléments de fin de ligne de production (rétraction, housseuse et laboratoire) L'installation de réfrigération comporte deux groupes froids ayant le même fonctionnement et ayant une puissance unitaire de 180 kW L'installation de climatisation des salles électriques et des bureaux représente une puissance de 100 kW environ soit une puissance totale de	580 kW	2920-2-a	A
27	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Puissance totale 6,2 kW	2925	N.C.

Ces activités concourent à la fabrication de chapes bitumineuses destinées à l'étanchéité de bâtiments.

Les quantités produites en moyenne sont de 95 000 tonnes par an de membranes d'étanchéité pour les lignes L1 et L2 et la machine M3. La machine M2 sera définitivement arrêtée dès la mise en service des nouvelles lignes L1 et L2 et au plus tard fin 2003.

La capacité maximale de production est de 120 000 tonnes (soit 35 millions de m<sup>2</sup>).

En plus des activités précitées l'entreprise est équipée d'un forage en eau industrielle d'une profondeur de 30 mètres implanté dans la nappe de la craie, dont les caractéristiques sont données à l'article 3.1 du présent arrêté.

### **1.2. - Installations soumises à déclaration**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées ou les opérations au titre de l'eau, soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

### **1.3. - Epandage**

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'EXPLOITATION**

### **2.1. - Plans**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

Les installations citées à l'article 1.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

### **2.2. - Dossier Installations Classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- dossier de demande d'autorisation ;
- plans prévus par l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié tenus à jour ;
- plan des réseaux ;
- actes administratifs visant l'établissement dans le cadre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites prévues par le présent arrêté, les consignes d'exploitation, les justificatifs de l'élimination des déchets.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **2.3. - Intégration dans le paysage**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

#### **2.4. - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

#### **2.5. - Contrôles inopinés**

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

#### **2.6. - Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

## TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

### ARTICLE 3 : PRELEVEMENTS D'EAU

#### 3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient d'une part du forage, implanté au droit du site dans la nappe de la craie, numéro 27-3-31 et alimentant le site en eau industrielle et d'autre part du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Courchelettes pour ce qui est des besoins sanitaires.

Caractéristiques du forage :

- débit horaire maximum : 90 m<sup>3</sup>/h
- débit journalier maximum : 2 160 m<sup>3</sup>/j
- débit journalier moyen : 1 400 m<sup>3</sup>/j

La consommation d'eau annuelle n'excédera pas :

- \* 6 000 m<sup>3</sup> pour les eaux du réseau public
- \* 300 000 m<sup>3</sup> pour le forage du site.

La consommation d'eau de forage est utilisée principalement pour les circuits de refroidissement du site qui est ouvert à 30 % et fermé à 70 % ; elle ne doit pas dépasser :

- un maximum annuel de : 300 000 m<sup>3</sup>
- un maximum journalier de : 3 000 m<sup>3</sup>

#### 3.2. - Relevé des prélèvements d'eau

3.2.1. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.

3.2.2. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.3. L'ouvrage devra être pourvu d'un dispositif de mesure du niveau de la nappe.

#### 3.3. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

Le forage est protégé des pollutions éventuelles par un dispositif étanche empêchant la migration des polluants à travers le sol à proximité de l'installation.

### **3.4. - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe**

3.4.1. Nonobstant les dispositions relatives à l'utilisation du forage défini à l'article 3.1 ci-dessus, la mise hors service du forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.4.2. L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eaux souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux souterraines.

Cette mise en sécurité permettra la réalisation de prélèvements aux fins d'analyses.

## **ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **4.1. - Canalisations de transport de fluides**

4.1.1. Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.1.2. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.1.3. Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4. Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.2. - Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.



### **4.3. - Capacités de stockage**

4.3.1. Les capacités de stockage doivent être étanches et subir, avant mise en service, réparation ou modification, un essai d'étanchéité sous la responsabilité de l'exploitant. L'étanchéité doit être vérifiée périodiquement.

L'examen extérieur doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse dépasser 3 ans (cas des réservoirs calorifugés). Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant doit faire procéder aux réparations nécessaires avant remise en service.

4.3.2. Le bon état des structures supportant les capacités de stockage doit également faire l'objet de vérifications périodiques.

4.3.3. Ces capacités doivent être équipés de façon à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage d'une manière automatique ou manuelle à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. Les capacités contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

### **4.4. - Cuvettes de rétention**

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Notamment des dispositifs de rétention seront mis en place au niveau du malaxeur des trois machines de fabrication.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).

Notamment un dispositif de rétention sera mis en place au niveau des stockages extérieurs de liquides inflammables.

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

4.4.4. - L'étanchéité des réservoirs associés à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes, ainsi que les aires d'exploitation, doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers un bassin de décantation d'un volume minimal de 20 m<sup>3</sup> muni d'un système d'obturation en parfait état de marche

Ce bassin devra être vidé dès lors qu'il aura été utilisé pour l'usage précité.

Sa vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son contenu.

4.4.7. Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

## **ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **5.1. - Réseaux de collecte**

5.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées. Des grilles, disposées sur les réseaux, doivent permettre de retenir les matériaux de fabrication et les déchets en suspension dans les eaux rejetées.

5.1.3. - Les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### **5.2. - Bassins de confinement**

5.2.1. Les réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être aménagés et raccordés à des séparateurs d'hydrocarbures cités aux articles 6.1, 7.1 et 7.5 ci-après, qui seront dimensionnés à cet effet.

5.2.2. L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies dans un bassin de confinement d'un volume suffisant ou un dispositif d'une efficacité équivalente démontrée. Conformément à l'étude de dangers les bâtiments seront conçus pour assurer cette rétention.

Les eaux doivent s'écouler dans les bâtiments par gravité.

## **ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **6.1. - Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

En particulier, les rejets comprenant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (de voiries, de stationnement) doivent être équipés en amont d'un séparateur d'hydrocarbures. Chaque séparateur d'hydrocarbures doit être muni d'un obturateur en sortie ou tout dispositif équivalent (vanne de fermeture), afin de provoquer une rétention sur site en cas de déversement ou de pollution accidentels.

### **6.2. - Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### **6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les séparateurs d'hydrocarbures feront l'objet d'un entretien semestriel au minimum et les justificatifs de cet entretien seront transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau.

### **6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

## **ARTICLE 7 : REJETS**

### **7.1. - Identification des effluents**

Les effluents de l'installation sont définis comme suit :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux des aires de stationnement de voiries). Ces eaux transiteront par un séparateur d'hydrocarbures dûment dimensionné avant de rejoindre leur point de rejet comme défini à l'article 7.5 ci-après,
- les eaux usées : les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), sont visées par l'article 5.2.2. ci-dessus,
- les eaux de refroidissement non recyclées,
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

### **7.2. - Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **7.3. - Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans les nappes souterraines est interdit.

### **7.4. - Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,

- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

### **7.5. - Localisation des points de rejet**

Les points de rejets sont ceux repérés sur le plan annexé au présent arrêté.

7.5.1. Le réseau eaux de refroidissement et eaux pluviales est défini par :

- Le rejet n° 1 : correspond aux eaux pluviales de voiries, de stationnement situées à l'Ouest et au Sud des bâtiments produits finis. Ces eaux pluviales de voiries, de stationnement transitent par un séparateur d'hydrocarbures. En aval immédiat du séparateur est raccordée une canalisation qui permet d'acheminer les eaux pluviales de toiture du bâtiment produits finis. Ce rejet n° 1, dans sa globalité, aboutit au canal de la Scarpe.

- Le rejet n° 2 : correspond :

- \* aux eaux pluviales de voiries, de stationnement situées au Sud du bâtiment production et matières premières et à l'Est du bâtiment produits finis ;

- \* aux eaux du circuit de refroidissement non recyclées

Ces eaux pluviales de voiries, de stationnement et du circuit de refroidissement ouvert transitent par un séparateur d'hydrocarbures. A ce même rejet, les eaux pluviales d'une partie de la toiture du bâtiment de production et les eaux de refroidissement non recyclées sont collectées juste après le séparateur d'hydrocarbures. Ce rejet n° 2, dans sa globalité, aboutit au canal de la Scarpe.

- Le rejet n° 3 : correspond aux eaux pluviales de voiries de stationnement situées sur la partie Ouest, Nord et Sud des bâtiments production et matières premières. Ces eaux pluviales de voiries de stationnement transitent par un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux pluviales de toiture du bâtiment production sont collectées pour partie juste après le séparateur d'hydrocarbures. Ce rejet n° 3, dans sa globalité, est raccordé à l'entrée du site au réseau d'assainissement géré par la Communauté d'Agglomération du Douaisis (CAD) qui aboutit au milieu naturel, la Scarpe.

- Le rejet n° 4 : correspond uniquement aux eaux pluviales de toitures du bâtiment matières premières. Il est raccordé sur la partie extrême Nord-Est du terrain au réseau d'assainissement géré par le CAD qui aboutit au milieu naturel, la Scarpe.

Une convention d'occupation du domaine public fluvial reprenant les deux rejets n° 1 et 2 dans la Scarpe précités doit être passée avec les Voies Navigables de France.

De plus, pour les deux autres rejets n° 3 et 4, une convention de raccordement doit être passée entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau d'assainissement de la Communauté d'Agglomération du Douaisis (CAD).

7.5.2. Le réseau eaux domestiques rejoint en un point appelé rejet n° 5 le réseau unitaire du Syndicat Intercommunal de l'Assainissement de Douai Ouest (SIADO) qui aboutit à la station d'épuration collective de Douai Fort de Scarpe.

Une convention de raccordement doit être passée entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau de la station d'épuration.

## **ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS**

### **8.1. - Eaux exclusivement pluviales, eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les rejets n° 1, 2 et 3 cités à l'article 7.5 ci-dessus après passage dans un débourbeur-déshuileur ne doivent pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
MES	30	NFT 90105
DCO	40	NFT 90101
DBO5	10	NFT 90103
Azote Global	3	NFT 90110 + NFT 90013 + NFT 90012
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114

Des prélèvements et analyses seront effectués mensuellement et les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

### **8.2. - Eaux de refroidissement**

Les eaux de refroidissement des machines L1 et L2 sont recyclées à 80 % environ. Les eaux de refroidissement de la machine M3 sont recyclées à 50 % environ.

Les circuits de refroidissement sont dotés d'un échangeur thermique pour refroidir l'eau de la boucle de refroidissement. L'appoint d'eau, pour compenser l'évaporation, sera assuré par le forage ou le réseau d'eau public. Un disconnecteur hydraulique sera installé afin d'éviter toute possibilité de retour d'eau de procédé dans le réseau d'eau potable.

Les eaux de refroidissement non recyclées sont rejetée dans la Scarpe au point de rejet n° 2 tel que défini à l'article 7.5 ci-dessus. Les eaux de refroidissement non recyclées doivent respecter les valeurs limites de rejet citées à l'article 8.1 ci-dessus.

Toutes dispositions seront prises pour que l'eau de refroidissement n'entre pas en contact avec les produits en cours de fabrication. Les eaux de refroidissement non recyclées feront l'objet avant rejet d'une surveillance mensuelle pendant 6 mois pour quantifier les rejets d'hydrocarbures et de HAP (16 de l'EPA) éventuellement. Au vu des résultats cette fréquence pourra devenir trimestrielle.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

### **8.3. - Eaux domestiques**

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

### **8.4. - Eaux usées - eaux résiduaires**

Aucun rejet pour mémoire.

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET**

### **9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### **9.2. - Points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

### **9.3. – Impact des rejets dans la Scarpe**

A partir des mesures de la qualité de l'eau de la Scarpe et compte tenu des modifications intervenues avec la modernisation des installations du site, l'exploitant réalisera une étude spécifique de l'influence de ses rejets sur la qualité des eaux de la Scarpe. Cette étude analysera notamment les hydrocarbures totaux et les HAP (16 de l'EPA) à partir de prélèvements réalisés en considérant la cinétique des eaux de la Scarpe (représentativité) :

- sur les eaux souterraines prélevées,
- en amont du site sur la Scarpe,
- sur les rejets du site,
- en aval du site sur la Scarpe.

L'impact sanitaire sera approché en fonction de scénarii d'exposition pertinents prenant en compte les usages des milieux par la population dans cette zone.

Cette étude, accompagnée le cas échéant d'une proposition de traitement des rejets, sera adressée en trois exemplaires à l'inspection des installations classées dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.



### **TITRE III : AIR**

#### **ARTICLE 11 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

##### **11.1. - Dispositions générales**

11.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières , gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

##### **11.1.2. - Odeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

Les vésicules des lignes de fabrication seront centrifugées et le liquide sera réinjecté dans les cuves de bitume.

Toutes les sources d'odeurs de l'établissement seront traitées sur la base des meilleures techniques. Notamment des dispositifs de captation des rejets (odeur de bitume) seront reliés à des traitements efficaces (charbon actif ou autres dispositifs à l'efficacité démontrée) pour les lignes de fabrication, les malaxeurs et les stockages... Ces dispositifs seront dimensionnés en considérant les débits maximum et feront l'objet de dispositifs de surveillance adaptés permettant de vérifier à chaque instant leur bonne efficacité.

Les traitements seront mis en service dès notification du présent arrêté pour les nouvelles installations et avant le 31 décembre 2003 pour l'ancienne ligne de fabrication.

Les rejets provenant des équipements liés à l'utilisation du forage de la nappe superficielle de la craie feront l'objet d'une analyse et d'une proposition de traitement dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

### 11.1.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

### 11.1.4. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage à l'air libre devra, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification ou d'une pulvérisation d'additifs de manière à limiter les envols par temps sec.

### 11.2. - Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère devront, dans toute la mesure du possible, être collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois...). La partie terminale de la cheminée pourra comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

Sur les cheminées des générateurs repérés 1, 2 et 3 à l'article 11.4.1. du présent arrêté doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Le point de prélèvement d'échantillons doit être tel que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les orifices de respiration des cuves de bitume qui doivent être reliés à une installation de traitement conformément à l'article 11.1.2. ne sont pas visés par le présent article 11.2.

### **11.3. - Traitement des rejets atmosphériques**

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être surveillés aussi souvent que nécessaire. La liste des paramètres sera communiquée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Les résultats de cette surveillance sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

### **11.4. - Générateurs thermiques et autres installations**

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif à aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910.

#### **11.4.1. Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés**

	Puissance thermique en kW	Combustibles	Utilisation
Générateur n° 1	1 745	Gaz naturel	Permanente
Générateur n° 2	1 745	Gaz naturel	Permanente
Générateur n° 3	1 395	Gaz naturel	Permanente
Moteur n° 4	225	FOD	Intermittent

Le moteur n° 4 fait partie du groupe moto-pompe de l'installation de sprinklage. Ce groupe moto-pompe doit être conforme aux normes en vigueur.

#### 11.4.2. Cheminées

Elles doivent satisfaire notamment à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 cité à l'article 12.4 du présent arrêté.

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n° 1 (générateur 1)	12	0,4	6 800	12
Conduit n° 2 (générateur 2)	12	0,4	6 800	12
Conduit n° 3 (générateur 3)	12	0,4	6 800	12

Les trois générateurs sont utilisés pour le chauffage du fluide thermique dans les cuves et tuyauteries. Ils sont placés dans un seul et même bâtiment, le local chaufferie.

#### 11.4.3. Valeurs limites de rejet

Les gaz rejetés doivent respecter les normes suivantes :

Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz secs, ramené à 3 % d'oxygène	Générateurs de 1 à 3 et rejets liés au bitume
Poussières	5
Oxydes de soufre (en équivalent SO <sub>2</sub> )	35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150
COV (à l'exclusion du méthane)	< 20 mg/m <sup>3</sup>

#### 11.5. - Contrôles et surveillance

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans un contrôle des rejets des conduits numéro 1, 2 et 3, portant sur les paramètres suivants :

PARAMETRES	METHODE DE MESURE (1)
Débit (en m <sup>3</sup> /h)	ISO 10780
Poussières (en mg/m <sup>3</sup> )	NFX 44052 puis NF EN 13284-1
SO <sub>2</sub> (en mg/m <sup>3</sup> )	ISO 11632
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> (en mg/m <sup>3</sup> )	NFX 43300 et NFX 43018

(1) retenir les méthodes normalisées à jour lors des analyses (nouvelles dispositions applicables dans un délai de 6 mois suivant la publication)

L'efficacité des dispositifs de traitement des bitumes et des odeurs sera surveillée régulièrement et comprendra au minimum tous les six mois un contrôle des paramètres suivants :

PARAMETRES	METHODE DE MESURE (1)
COV	NF EN 13526, NF EN 12619 et NF EN 13649 ou méthodes équivalentes
HAP (16 de l'EPA)	

(1) retenir les méthodes normalisées à jour lors des analyses (nouvelles dispositions applicables dans un délai de 6 mois suivant sa publication).

La fréquence des mesures pourra être annuelle en cas de résultats sans observations à l'échéance de la troisième année.

Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

#### **11.6. – Actualisation de l'étude santé**

Dans le délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté et eu égard à la réduction des rejets liée à la mise en service des nouvelles lignes L1 et L2, de la modernisation de la machine M3 et des traitements des rejets demandés par ailleurs à l'article 11.1.2., l'exploitant adressera en deux exemplaires à Monsieur le Préfet une actualisation de l'étude santé.

Cette actualisation sera basée notamment sur les résultats des mesures demandées sur les rejets à l'article 11.5.

## **TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

### **ARTICLE 12 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

#### **12.1. - Constrution et exploitation**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **12.2. - Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

#### **12.3. - Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **12.4. - Niveaux acoustiques**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
En limite de propriété de la Société AXTER	65	55

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

### 12.5. - Contrôles

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

## TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

### ARTICLE 13 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

#### 13.1. - Disposition générale

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets

#### 13.2. - Nature des déchets produits

Référence nomenclature Code déchets	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement (1)
20 01 11	A base polyester	7,5	VAL
	A base de tissu et de voile de verre	1,9	
	Carton feutre	3,5	
20 01 01	Mandrins carton	32,6	VAL
	Caisse en carton	0,7	
	Papiers	11,5	
20 01 39	Bigs-bags défectueux	7,8	VAL
	Big-bags	2,6	
	Housse en polypropylène et polyéthylène	5,3	
20 01 38	Palettes	79,2	VAL
	Caisses en bois	0,8	
20 01 40	Mandrins en acier	1,8	VAL
	Feuillard de cerclage	0,1	
08 04 99	Liant bitumineux	170	VAL ou DC2
	Membranes bitumineuses non-conformes	800	
	Bitume cokéfié	30	
08 02 01	Sable, filler, paillettes minérales	1 000	VAL
13 08 02	Huiles usagées	3	VAL
20 03 01	Assimilés à des ordures ménagères	3	VAL
15 01 04	Fûts métalliques vides	1	VAL

(1)

IS : incinération sans récupération d'énergie  
 IE : incinération avec récupération d'énergie  
 DC1 : mise en décharge de classe 1  
 PC : traitement physico-chimique pour destruction  
 PCV : traitement physico-chimique pour récupération  
 VAL : valorisation  
 REG : regroupement  
 PRE : prétraitement  
 EPA : épandage  
 STA : station d'épuration  
 NAT : milieu naturel  
 DC2 : mise en décharge de classe 2



### **13.3. - Caractérisation des déchets**

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluants (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est-à-dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification sera renouvelée tous les deux ans.

### **13.4. - Déchets banals et d'emballages**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Dans le cas d'une production de déchets d'emballages, les seuls modes d'élimination autorisés pour ces déchets sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie, sauf si leur production est inférieure à 1 100 litres par semaine et s'ils sont collectés par le service public de l'enlèvement des déchets ménagers, auquel cas ils suivent les filières d'élimination de ces déchets collectés par ce service public.

### **13.5. - Elimination**

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Dans ce cadre, il justifiera le caractère ultime au sens de l'article L 514-1-III du livre V titre IV du Code de l'Environnement.

Nonobstant les indications de l'article 13.2., les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute solution visant au recyclage des chapes bitumineuses mises au rebut par l'entreprise sera systématiquement recherchée.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

### **13.6. - Comptabilité - Autosurveillance**

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la liste des déchets définie à l'annexe II du décret n° 2002.540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets (JO du 20 avril 2002)
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En outre, un bilan trimestriel selon un modèle défini par l'inspection des installations classées lui sera transmis dans le mois suivant chaque trimestre calendaire.

### **13.7. - Bilan annuel**

Dans le mois suivant l'année écoulée, un bilan des déchets produits pendant cette année sera transmis à l'inspection des installations classées. Il reprendra notamment :

- la désignation des déchets ;
- le code selon la codification susvisée ;
- les quantités produites en tonnes ;
- l'origine des déchets ;
- le nom des transporteurs ;
- la dénomination de l'éliminateur et le cas échéant de l'intermédiaire ;
- le mode de traitement selon la codification susvisée.

## TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

### ARTICLE 14 : SECURITE

#### **14.1. - Organisation générale**

14.1.1. - L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

#### 14.1.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

14.1.3. - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

14.1.4. - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

#### 14.1.5. – Etat des stocks

L'exploitant tient à jour un état de localisation des produits stockés (nature des dangers et quantité), dont la forme est soumise à l'avis des services d'incendie et de secours dans le cadre du plan de secours prévu à l'article 25, de façon à assurer que l'organisation du stockage soit compatible avec les mesures de prévention des risques déterminés dans l'étude de dangers.

Ces documents sont facilement accessibles aux services de secours en cas d'incendie et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.

#### 14.2. - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro- coupures électriques

- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

#### 14.3. - Sûreté du matériel électrique

Les installations électriques doivent être réalisées, entretenues en bon état et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosif ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique situés dans le hall de production seront isolés des autres bâtiments par un mur coupe-feu de degré deux heures et largement ventilés.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteur de l'usine.

#### **14.4. - Clôture de l'établissement**

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

#### **14.5. - Accès**

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

#### **14.6. - Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

### **ARTICLE 15 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

Ces prescriptions concernent l'ensemble de l'établissement et tout particulièrement :

- l'atelier de fabrication abritant les 2 nouvelles lignes L1 (largeur 1m) et L2 (largeur 2m) et l'ancienne ligne L4 (largeur 1m avec support aluminium) ;
- l'entrepôt de matières premières d'une superficie de 2500 m<sup>2</sup> dont le quart environ est concerné par le stockage de matières combustibles ;
- l'entrepôt de produits finis d'une superficie de 6300 m<sup>2</sup> comprenant un hall de préparation isolé du stockage par un mur coupe-feu 2 heures et une partie stockage divisée par 5 cantons de désenfumage, soit un de 1 600 m<sup>2</sup> pour la partie préparation des commandes et chargement et 4 de 1 200 m<sup>2</sup> environ pour la partie stockage en casiers métalliques.

### **15.1. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)**

15.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

15.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

15.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 16.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

15.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 15.1.1., 15.1.2. et 15.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **15.2. - Implantation**

Les entrepôts seront implantés à une distance des limites de propriétés d'au moins :

- 15 m pour le bâtiment de stockage de produits finis (chapes d'étanchéité à base de bitume)
- 28 m pour le hall de stockage de matières premières.

### **15.3. - Accessibilité des secours**

La voirie de desserte des bâtiments devra répondre aux caractéristiques suivantes sur le demi-périmètre au moins :

- largeur 4 mètres minimum libre de circulation, bandes réservées au stationnement exclues ;
- résistance au sol : 130 KN dont 40 KN sur l'essieu AV et 90 KN sur l'essieu AR distants de 4,50 mètres ;
- rayon intérieur R 11 mètres minimum ;
- surlargeur  $S = 15/R$  en mètres dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres ;
- hauteur libre de passage 3,50 mètres ;
- pente inférieure à 15 %.

Les bâtiments dont la hauteur est supérieure à 10 mètres doivent être accessibles par une voie échelle répondant aux critères supplémentaires suivants :

- chaussée libre de stationnement de largeur 7 mètres ou les voies en impasse ;
- longueur minimale 10 mètres ;
- pente maximum 10 % ;
- résistance au poinçonnement 100 KN sur une surface circulaire de  $R = 0,20$  mètre.

**15.4.** – Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans diminuer le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

**15.5.** – Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Le site ne comprendra pas de chariots sans conducteur.

**15.6.** – Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur.

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiels. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés.

**15.7. –** Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

**15.8. –** Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

Une ventilation individualisée est prévue pour la zone de recharge des batteries des chariots automoteurs. Les locaux ou zones spéciales de recharge des batteries sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

### **15.9. – Chauffage des locaux**

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré deux heures. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré deux heures.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou toute autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage.



Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges incombustibles. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

#### 15.10. – Matières particulières

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule ; les acides et les bases, ou les oxydants et les réducteurs sont des exemples de matières incompatibles.

De plus, certaines matières doivent être stockées dans des cellules particulières. Les aérosols, les matières toxiques, les liquides inflammables, les matières explosibles, les matières auto-inflammables, les matières réagissant dangereusement avec l'eau, les matières oxydantes et les matières comburantes font partie de ces matières.

15.11. – Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc...) forment des blocs limités de la façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 250 à 1 000 m<sup>2</sup> suivant la nature des marchandises entreposées ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;
- espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 mètre ;
- espaces entre deux blocs : 1 mètre ;
- chaque ensemble de quatre blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 mètres ;
- un espace minimal de 0,90 m est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.

Toutefois, dans le cas d'un stockage en rayonnage ou en palletier, ces conditions ne sont pas applicables. La hauteur maximale de stockage sera dans ce cas limitée à 9 m.

On évitera autant que possible les stockages formant « cheminée ». Lorsque cette technique ne peut être évitée, on prévoit des mesures spécifiques de lutte contre l'incendie.

Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur (plus de cinq mètres par rapport au sol).

Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.

La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.

**15.12. –** Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

### **15.13. – Propreté des locaux**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **15.14. – Détection et extinction automatique**

Tous les ateliers et cellules de stockages seront équipées d'un système de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Il sera conforme aux normes en vigueur. Les détecteurs préciseront la ou les zones concernées par l'incendie et déclencheront un système d'extinction automatique.

### **15.15. – Défense incendie**

La défense extérieure incendie sera constituée par :

- un poteau d'incendie situé près de l'entrée principale présentant un débit de 162 m<sup>3</sup>/h mesuré sous une pression de 1 bar ;
- un poteau d'incendie situé au bout de la rue Séraphin ;
- une bouche d'incendie située rue J. Coste angle rue C. Paix présentant un débit de 178 m<sup>3</sup>/h mesuré sous une pression de 1 bar ;
- deux aires d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (4x8) munies chacune de deux dispositifs d'aspiration fixe de diamètre 100 mm sur la Scarpe : une aire à proximité du bâtiment produits finis, une aire à proximité du bâtiment administration.

Les caractéristiques techniques des aires d'aspiration sont :

- hauteur maximale d'aspiration : 6 m,
- différence entre le niveau des eaux le plus bas et le point d'aspiration : 0,80 m,
- superficie minimale de l'aire d'aspiration : 32 m<sup>2</sup> (8x4) par engin ou 12 m<sup>2</sup> par MPR,
- aire en pente douce (2 cm/m) avec caniveau d'évacuation d'eau,
- rehausse de 0,30 m pour prévenir toute chute de l'engin dans la réserve,
- surface en matériaux durs supportant la charge quelles que soient les conditions météorologiques,
- aire accessible, dans les mêmes conditions que ci-dessus, depuis la voie publique,
- prévoir des canalisations fixes d'aspiration de 100 mm de diamètre dotées côté engin d'un demi-raccord normalisé du même diamètre placé à 0,50 m au-dessus de l'aire de stationnement des engins et d'une crépine à l'autre extrémité.

Ces aires d'aspiration doivent être signalées et dégagées.

L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau, ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir :

- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique et les RIA ;
- le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 60 m<sup>3</sup>/h chacune, un nombre suffisant de bouches ou poteaux d'incendie.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau avant mise en service des installations.

#### **15.16. – Isolement intérieur et dispositions constructives**

Les bâtiments ont une hauteur sous ferme inférieure à 10 mètres.

En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux M0 ou M1 de pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées.

Les murs des bâtiments de production, de stockage des matières premières et tous les locaux annexes attenants à ces halls, seront coupe-feu 2 heures.

Toute disposition constructive doit être prise pour que la ruine d'un élément (murs toiture, poteaux, poutres par exemples) suite à un incendie n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et favorise l'effondrement de la structure vers l'intérieur de la première cellule en feu

Les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

Les murs séparatifs doivent dépasser d'au moins 1 mètre le point le plus haut de la couverture. La toiture sera recouverte d'une bande incombustible sur une largeur de 7 mètres de part et d'autre des murs séparatifs.

La zone production sera isolée du bâtiment de stockage au moyen d'un mur classé coupe-feu de degré 2 heures et portes coupe-feu de degré 2 heures à fermeture automatique de part et d'autre du recoupement.

L'emploi de fusibles thermiques est interdit. Seuls sont autorisés les détecteurs autonomes déclencheurs (D.A.D.) sensibles aux gaz et fumées de combustion situés en partie haute dans le tiers supérieur.

Ce mur séparatif ne peut être porteur et supporter les éléments de structure de la charpente.

Isoler les locaux techniques par des planchers, plafonds et murs classés coupe-feu de degré 2 heures. Les blocs-portes de ces locaux devront être classés coupe-feu de degré 1 heure munis de ferme-portes.

Si pour des raisons techniques ou de service, certaines de ces portes ne peuvent pas être équipées de ferme-portes, leur fermeture devra être du type automatique asservie à des D.A.D. sensibles aux gaz et fumées :

- locaux électriques,
- atelier,
- chaufferie.

Isoler la zone de stockage extérieure (substances bitumineuses, vernis...) des bâtiments production et stockage par un mur classé de degré coupe-feu 2 heures.

Les blocs-portes de communication équipant cette paroi devront être classés de degré coupe-feu 1 heure, équipés de ferme-portes ou autres systèmes à fermeture automatique comme décrit ci-avant.

Le sol des zones de stockage et transvasement des liquides inflammables devra répondre aux conditions de la réglementation ICPE notamment concernant l'étanchéité et de par l'édification de bacs de rétention.

#### **15.17. - Dégagement**

Eviter tout cul-de-sac de longueur supérieure à 10 mètres.

Baliser les sorties au moyen de blocs d'éclairage du type C portant la mention « sortie ».

Les blocs-portes de ces issues devront s'ouvrir vers l'extérieur.

Limiter à 40 mètres la distance maximale à parcourir pour rejoindre une sortie à partir de tout poste de travail.

#### **15.18. - Désenfumage**

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m<sup>2</sup>, à l'exception du bâtiment de stockage de matières premières de 2 500 m<sup>2</sup>.

La longueur d'un canton ne doit pas dépasser 60 m. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. L'étude des dangers justifie que l'ensemble de ces dispositifs permet une évacuation rapide des produits précités.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font parties obligatoirement des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble des exutoires ne doit pas être inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1000 m<sup>2</sup> de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 m<sup>2</sup> ni supérieure à 6 m<sup>2</sup>. Les exutoires ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum doublée en deux points opposés de l'entrepôt. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale aux exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

#### **15.19. – Moyens de secours**

La défense incendie intérieure devra être composée de :

- d'un système d'extinction automatique pour tous les ateliers et cellules de stockage ;
- d'extincteurs 9 kg poudre judicieusement répartis en fonction de l'implantation intérieure et des points de risques d'incendie particuliers ;
- d'extincteurs de 50 kg poudre. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
- de robinets d'incendie armés, installés de sorte que chaque zone, présentant un risque potentiel d'incendie, puisse être protégée par deux jets de lance simultanément. Ils sont protégés du gel.

La distance maximale à parcourir pour atteindre l'un de ces appareils sera de 15 mètres maximum.

Le personnel devra être informé des consignes de sécurité et formé à la mise en œuvre des moyens de secours :

- affichage des consignes de prévention,
- exercices de mise en œuvre des moyens,
- affichage des « Interdiction de fumer » dans les zones sensibles.

L'établissement devra être équipé d'un dispositif d'alarme du type 4 audible de tous points du bâtiment et disposant d'une autonomie de cinq minutes minimum.

Les coupures générales des énergies (électrique, gaz...) devront être matérialisées par des inscriptions et sigles bien visibles et accessibles en permanence.

Un schéma descriptif du site comportant la nature et la quantité des produits, les coupures, les recoupements coupe-feu et cheminements, devra être accessible aux services de secours dès leur entrée éventuelle.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.

#### **15.20. - Travaux de réparation**

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Une vigilance particulière doit être maintenue à l'égard des travaux de réfection sur toitures avec étanchéité bitumineuse.

#### **15.21. - Maintenance**

L'exploitant doit s'assurer de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu notamment). Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrits sur un registre.

##### **a) Matériels et engins de manutention**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial. La charge des accumulateurs est effectuée dans les conditions prévues à l'article

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

##### **b) Matériels et équipements électriques**

Les matériels et équipements électriques sont régulièrement vérifiés. Ils sont contrôlés périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### c) Matériels de détection et de lutte contre l'incendie

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

#### 15.22. - Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du " permis d'intervention " évoqué à l'article 22 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
  - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
  - le numéro de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers (n° 18) ;
  - l'accueil et le guidage des secours.

#### 15.23. - Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 Août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
  - des stockages présentant des risques
  - des locaux à risques
  - des boutons d'arrêt d'urgence
- ainsi que les diverses interdictions.

### ARTICLE 16 : ORGANISATION DES SECOURS

#### Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, un exercice de défense contre l'incendie est organisé en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il est renouvelé tous les trois ans.

Le plan est transmis dès notification de l'arrêté au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile (SIRACED-PC), à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.



## **TITRE VII : PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITES**

### **ARTICLE 17 : INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

#### **17.1. - Implantation - aménagement**

##### **17.1.1. Règles d'implantation**

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :

a) 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,

b) 10 mètres des installations mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service l'installation devra respecter les dispositions de l'article 171.1.4. (3<sup>ème</sup> alinéa).

Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion) doivent être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.

##### **17.1.2. Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

##### **17.1.3. Interdiction d'activités au-dessus des installations**

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

#### **17.1.4. Comportement au feu des bâtiments**

Les locaux abritant des canalisations de fluide caloporteur ainsi que des fluides inflammables doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles) ;
- stabilité au feu de degré une heure ;
- couverture incombustible.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion (événements, parois légères...).

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues à l'article 17.1.1. ne peuvent être respectées :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré une demi-heure au moins.

#### **17.1.5. Accessibilité**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par voie une voie-échelle, si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Des aires de stationnement doivent être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **17.1.6. Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

### **17.1.7. Installations électriques**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation.

### **17.1.8. Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

### **17.1.9. Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires, y compris celles visées à l'article 17.1.5. et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément au titre V.

### **17.1.10. Cuvettes de rétention**

Tout stockage de produits ainsi susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite). L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.

Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion doivent être munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est strictement limitée au besoin de l'exploitation.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

#### **17.1.11. Issues**

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manoeuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

#### **17.1.12. Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Les organes de sectionnement à distance sont soit manoeuvrables manuellement soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes doit être signalée au personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Si cette opération est réalisée au moyen d'un obturateur à guillotine monté à demeure, un dispositif doit interdire dans toutes les circonstances sa manoeuvre sous pression.

### **17.1.13. Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### **17.1.14. Aménagement particulier**

Tout appareil de combustion alimenté exclusivement ou non par un combustible gazeux, ainsi que les équipements d'alimentation en gaz associés, doivent être implantés dans un local séparé des locaux où se trouvent des appareils de combustion à circuit non étanche, lorsque leur fonctionnement peut être simultané.

Un appareil de combustion est à circuit étanche lorsque le circuit de combustion (amenée d'air, chambre de combustion, sortie des gaz brûlés) ne communique en aucun de ses parties avec l'air du local où cet appareil est installé. L'air de combustion provient de l'extérieur de l'immeuble par l'intermédiaire d'un conduit étanche.

Toutefois, l'utilisation temporaire d'un combustible gazeux est autorisée dans les phases de démarrage des appareils utilisant un combustible solide ; en dehors de cette opération un dispositif doit couper l'alimentation du local en combustible de démarrage.

La communication entre ces locaux, si elle est indispensable, s'effectuera soit par un sas fermé par deux portes pare-flammes une demi-heure soit par une porte coupe-feu de degré une heure au moins.

### **17.1.15. Détection de gaz - détection d'incendie**

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique des matériels non prévus pour fonctionner en atmosphère explosive, sans que cette manoeuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

### **17.1.16. Modification d'une installation existante**

Les dispositions des articles 17.1.1. à 17.1.5., 17.1.11. et 17.1.14. ne s'appliquent pas en cas de remplacement d'appareils de combustion dans une installation existante ou de modification ou d'extension si ces dispositions conduisent à des transformations immobilières importantes.

## **17.2. - Exploitation - entretien**

### **17.2.1. Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### **17.2.2. Contrôle de l'accès**

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations (par exemple clôture, fermeture à clef...) nonobstant les dispositions prises en application de l'article 17.1.5 (premier alinéa).

### **17.2.3. Connaissance des produits, étiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **17.2.4. Propreté**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **17.2.5. Registre entrée/sortie**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **17.2.6. Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

### **17.2.7. Entretien**

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

### **17.2.8. Conduite des installations**

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (Journal Officiel du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier ;

- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permanente au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers, afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

## **17.3. - Risques**

### **17.3.1. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un maximum exigible de quatre lorsque la puissance de l'installation est inférieure 10 MW et de six dans le cas contraire.

Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention A Ne pas utiliser sur flamme gaz. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés ;

- une réserve d'au moins 0,1 m<sup>3</sup> de sable maintenu meuble et sec et des pelles (hormis pour les installations n'utilisant qu'un combustible gazeux).

Ces moyens sont complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible par :

- des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site ;

- des matériels spécifiques : extincteurs automatiques dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **17.3.2. Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

### **17.3.3. Matériel électrique de sécurité**

Dans les parties de l'installation visées au point 17.3.2. Atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se former en fonctionnement normal ou, si elle se produit, elle ne peut subsister que pendant une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Lorsque le risque provient de la présence de poussières explosives ou pouvant être à l'origine d'une atmosphère explosive, le matériel électrique est conçu ou installé pour s'opposer à leur pénétration afin d'éviter tout risque d'inflammation ou d'explosion.

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.



#### **17.3.4. Interdiction des feux**

En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

#### **17.3.5. Permis de travail et/ou permis de feu**

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### **17.3.6. Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu prévue à l'article 17.3.4. ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues à l'article 17.3.5. ;
- les conditions de délivrance des permis de travail et des permis de feu visés à l'article 17.3.5. ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

#### **17.3.7. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;

- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

#### **17.3.8. Information du personnel**

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

#### **17.3.9. Traitement des hydrocarbures**

Pour les générateurs utilisant du fuel comme combustible, les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures. Ce matériel est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales.

#### **17.3.10. Combustibles utilisés**

Les combustibles à employer doivent correspondre à ceux figurant dans le dossier d'autorisation et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

#### **17.3.11. Entretien des installations**

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

#### **17.3.12. Equipement des chaufferies**

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

#### **17.3.13. Livret de chaufferie**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

#### **17.3.14. Traitement des cuves**

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte.

## **ARTICLE 18 : CHAUFFAGE PAR FLUIDE THERMIQUE COMBUSTIBLE**

Le chauffage du fluide thermique se fait par trois chaudières situées dans un local spécifique.

### **18.1. - Prescriptions générales**

18.1.1. Les échangeurs sont situés dans un local indépendant du générateur.

18.1.2. Le liquide combustible sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.

18.1.3. Un dispositif approprié permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

18.1.4. Un dispositif thermométrique permettra de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

18.1.5. Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

18.1.6. L'atelier indépendant du local renfermant le générateur sera construit et aménagé de telle façon qu'un incendie ne puisse se propager du générateur aux échangeurs.

18.1.7. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

A raison de leurs caractéristiques, les canalisations et échangeurs sont soumis, le cas échéant, au règlement sur les appareils à pression de gaz.

18.1.8. Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage du générateur. Une canalisation métallique fixée à demeure sur la vanne de vidange conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos.

18.1.9. Le chauffage de l'atelier et des appareils de traitement ne pourra se faire qu'à la vapeur, à l'eau chaude ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.

L'atelier ne renferme aucun foyer ; s'il existe un foyer dans un local contigu à l'atelier, ce local sera séparé de l'atelier par une cloison incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

## **ARTICLE 19 : ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

19.1. – L'atelier sera construit en matériaux incombustibles et muni en façade d'une tôle fusible. Il ne commandera aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée.

19.2. – L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.

La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

19.3. – L'atelier ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

19.4. - Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

19.5. - Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C.

La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

19.6. – L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites baladeuses.

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc... Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

19.7. - Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

## **ARTICLE 20 : LIQUIDES INFLAMMABLES**

20.1. Le dépôt sera implanté, réalisé et exploité conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

20.2. - Les réservoirs enterrés devront répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

20.3. - Si le dépôt est en plein air ou dans un bâtiment affecté à l'usage exclusif du dépôt, son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

20.4. - Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si des bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare-flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir du mur séparatif.

20.5. - Si le dépôt est dans un bâtiment à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied, les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible.

Le local sera convenablement ventilé et les portes pare-flammes de degré une demi-heure s'ouvriront vers l'extérieur.

20.6. - Si le dépôt est situé dans un bâtiment à usage multiple, éventuellement surmonté d'étages, les éléments de construction du local du dépôt, qui sera installé en rez-de-chaussée ou en sous-sol, présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages.

Ce local ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.

Ce local sera largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

20.7. - Si le dépôt est installé dans un bâtiment à usage multiple, habité ou occupé, il ne devra pas être placé directement sous un étage habité, sauf s'il s'agit de liquides inflammables de 2ème catégorie ou de liquides peu inflammables.

20.8. - Chaque réservoir ou ensemble de réservoirs ou de récipients doit être associé à une cuvette de rétention qui devra être maintenue propre et son fond désherbé.

20.9. - La cuvette de rétention citée à l'article 20.8 ci-dessus devra être étanche.

Un dispositif de classe MO (incombustible), étanche en position fermée et commandé de l'extérieur de la cuvette de rétention, devra permettre l'évacuation des eaux.

Lorsque les cuvettes de rétention sont délimitées par des murs, ce dispositif devra présenter la même stabilité au feu que ces murs.

20.10. - La capacité de la cuvette de rétention devra être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs ou récipients contenus.

Toutefois, pour les stockages de fuel-oil lourds, la capacité de la cuvette peut correspondre à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 50 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

20.11. - Si les parois de la cuvette de rétention sont constituées par des murs, ceux-ci devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures, résister à la poussée des produits éventuellement répandus et ne pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur.

20.12. - Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes.

Ces récipients seront fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage seront exclusivement stockés dans des réservoirs métalliques.

Le dépôt ne contiendra des liquides inflammables dans des récipients en verre que si ces derniers ont une capacité unitaire maximale de 2 litres ou s'ils sont garantis par une enveloppe métallique étanche, convenablement ajustée pour les protéger efficacement. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe métallique seront stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de deux récipients.

20.13. - Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

20.14. - L'exploitation et l'entretien du dépôt devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente, à proximité du dépôt.

## **ARTICLE 21 : PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE**

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions suivantes pour les aéroréfrigérants et autres équipements présentant des risques similaires, en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par légionella.

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté : les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

Le terme "système" ci-après regroupe tout équipement susceptible de présenter un risque

**21.1.** L'exploitant doit maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système.

**21.2.** Avant la remise en service du système intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procède à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'applique, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduairees sont soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

**21.3.** Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du paragraphe 23.2 ci-dessus, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre. Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

**21.4.** Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols, des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques ;
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau doit signaler le port de masque obligatoire.

**21.5.** Pour assurer une bonne maintenance du système, l'exploitant doit faire appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

**21.6.** L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le système dans un livret d'entretien qui mentionne :



- les volumes d'eau consommée mensuellement ;
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt ;
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement) ;
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, sont annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**21.7.** L'inspecteur des installations classées peut à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses sont supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses sont adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

**21.8.** Si les résultats d'analyses réalisées en application des prescriptions ci-dessus mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit immédiatement stopper le fonctionnement du système. Sa remise en service est conditionnée au respect des dispositions du paragraphe 21.2.

Si les résultats d'analyses précités mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fait réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

**21.9.** L'alimentation en eau d'appoint de chaque système doit être réalisée selon les règles de l'art et être dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système doit être équipé d'un ensemble de protection par disconnexion situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

**21.10.** Les rejets d'aérosols ne doivent pas être situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet sont en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

## TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### ARTICLE 22 : DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

#### **22.1. - Modifications**

Tout projet de modification apporté au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du Préfet, en application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 avec tous les éléments d'appréciation, et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention Interne défini à l'article 16 ci-dessus, dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

#### **22.2. - Délais de prescriptions**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

#### **22.3. - Cessation d'activités**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site : ce mémoire prendra en compte l'état initial du site, notamment l'impact des installations présentes avant l'implantation de la Société AXTER ayant fait l'objet d'études antérieures. Il comprendra notamment :

1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,

2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées, du fait de l'activité de la Société AXTER,

3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,

4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

#### **22.4. - Prescriptions pour le site**

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 février 2000.

#### **22.5. - Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)**

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 23 : EXECUTION DE L'ARRETE**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du PAS-de-CALAIS,
- Messieurs les maires de COURCHELLETES, FERIN, LAMBRES-LEZ-DOUAI, CORBEHEM, ,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Madame et Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

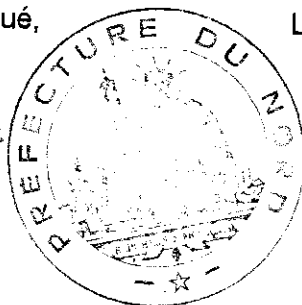
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de COURCHELLETES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 28 octobre 2003

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué,

Gilles GENNEQUIN



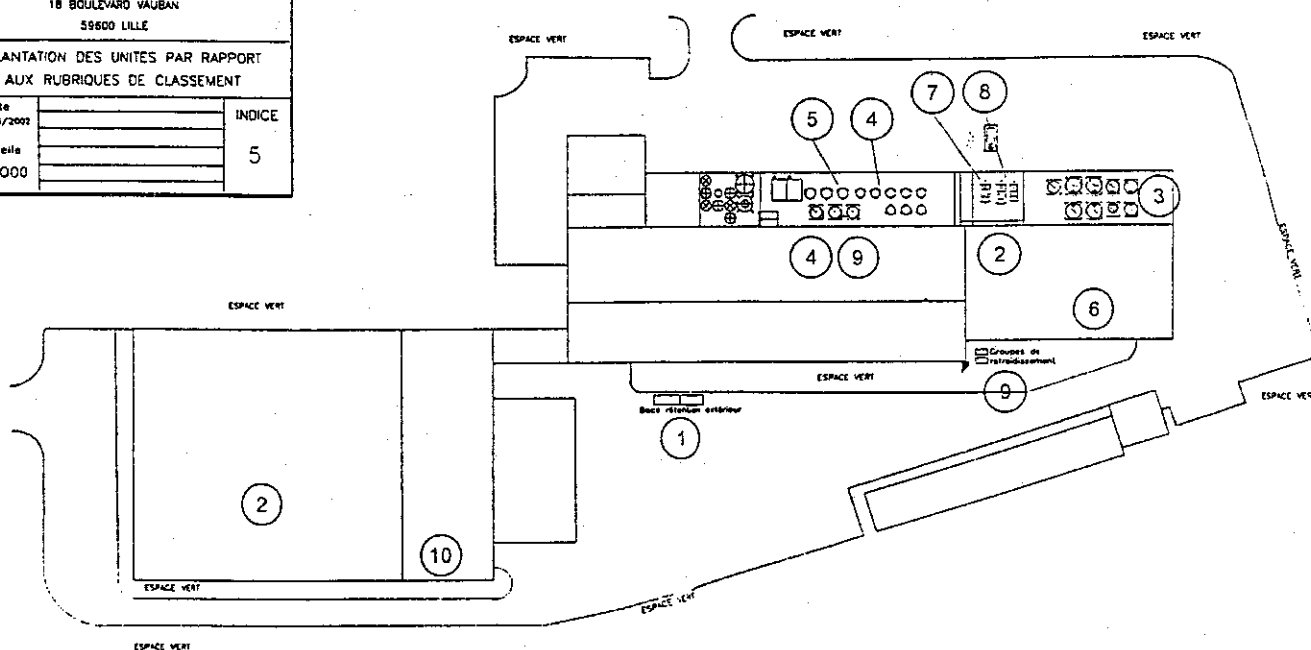
Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX



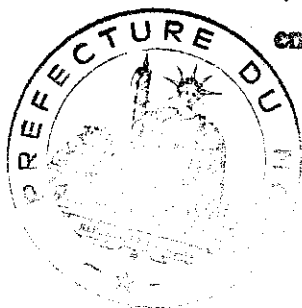
AXTER 1 RUE JOSEPH COSTE 59552 COURCHELLETES		
CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE USINE ENSEMBLE HALLS DE FABRICATION ET STOCKAGES		
BODEG INGENIERIE 121 RUE DU 8 MAI 1945 59551 VILLENEUVE D' ASCQ		
URBA LINEA 18 BOULEVARD VAUBAN 59500 LILLE		
IMPLANTATION DES UNITES PAR RAPPORT AUX RUBRIQUES DE CLASSEMENT		
Date 01/03/2003		INDICE 5
Echelle 1/1000		

- |                     |                     |
|---------------------|---------------------|
| ① Rubrique 1432     | ⑥ Rubrique 2662-b   |
| ② Rubrique 1510-1   | ⑦ Rubrique 2910     |
| ③ Rubrique 1520-1   | ⑧ Rubrique 2915-1-a |
| ④ Rubrique 1521-1   | ⑨ Rubrique 2920-2-b |
| ⑤ Rubrique 2661-1-a | ⑩ Rubrique 2925     |



Pour Amplification  
Le Chef de Bureau délégué,

G. GENNEQUIN



VU pour être soumis à mon arrêté  
en date du 28 OCT. 2003

Pour le préfet  
Le secrétaire général adjoint,

Christophe MARX